



Nouvelle attaque contre le chômage

La guerre contre les travailleur.euses et les précaires se précise

Le 9 août, une lettre de cadrage envoyée par le Premier ministre Bayrou, général en chef de la guerre capitaliste contre la Sécurité sociale et les pauvres, dessine les contours d'une nouvelle attaque frontale contre les travailleur.euses. La cible est encore une fois l'Assurance chômage avec un nouvel allongement de la durée du temps de travail nécessaire à l'ouverture des droits et une réduction de la durée d'indemnisation, alors même que ces dernières avaient déjà été diminuées en 2024.

En s'attaquant aux travailleur.euses les plus précarisé.es, alternant contrats courts et mois de chômage, soumis.es au chantage à l'emploi, à la désorganisation du travail, à la précarité organisée, à des conditions toujours plus difficiles, aux fermetures des usines, à la suppression des budgets dans la fonction publique ou des subventions dans les milieux associatif et artistique, le gouvernement souhaite confisquer aux travailleur.euses 2,5 milliards d'euros par an lors des 4 prochaines années et jusqu'à 4 milliards d'euros par an à partir de 2030. Soit à peu près le montant annuel des recettes de l'impôt sur la fortune (ISF) supprimée par Macron en 2018. Les riches encaissent, les pauvres trinquent : la mécanique est rodée.

Cet argent est le nôtre ! Produit par notre force de travail, cet argent doit rester le nôtre et ne pas nourrir le patronat !

Alors que les riches n'ont jamais été aussi riches, que la pauvreté n'a jamais autant touché la France depuis 30 ans (selon l'INSEE près de 10 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en 2023, déjà) et que l'argent public produit par notre travail, à hauteur de 211 milliards annuels selon l'enquête sénatoriale, n'a jamais autant assisté le patronat capitaliste, Bayrou s'acharne à faire les poches des travailleur.euses privé.es de leur emploi. La destruction méthodique de la Sécurité sociale (retraite, chômage, santé...) et des services publics s'accroît toujours plus, et Macron, soutenu par le patronat et les élus d'extrême droite, semble vouloir aller jusqu'au bout de sa logique chaotique.

Tout est à nous, rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont ils l'ont volé !

Les pétitions s'enchaînent sans effet, les mobilisations de la gauche électoraliste se suivent sans effet, les journées de grèves perlées et les négociations se succèdent sans effet. Et malgré des attaques sociales d'une violence croissante et de plus en plus fréquentes, les réponses des grandes instances syndicales sont très loin du compte. Il est urgent de sortir le mouvement social de la torpeur et de la sidération qui n'ont que trop durées. Il est temps d'abandonner les illusions libérales ou sociales-démocrates de négociation avec le patronat et le gouvernement pour construire un rapport de force révolutionnaire et syndical réel, organisé par la base, sans hiérarchie, indépendant des partis politiques, solidaire et contre toutes les dominations. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

La colère gronde et s'étend partout en France : à la rentrée, transformons-la en force collective et descendons massivement dans la rue. Organisons une mobilisation populaire d'ampleur, en autogestion et en autodéfense, et préparons la grève générale !

Nous n'aurons que ce que nous saurons prendre !

L'Union Local CNT 44 / le 19 août 2025